

Mémoire présenté au Comité permanent des
finances en vue de la préparation du budget

Août 2018

L'Université de l'Alberta recommande que le gouvernement du Canada :

1. Augmente le financement des programmes d'apprentissage intégré au travail, en mettant l'accent sur l'accroissement de la participation des groupes sous-représentés.
2. Continue d'élargir les programmes qui favorisent et soutiennent la mobilité des étudiants à l'étranger.
3. Augmente le nombre de bourses d'études et de recherche aux étudiants des cycles supérieurs, aux étudiants au doctorat et aux boursiers de recherches postdoctorales.
4. Augmente davantage le financement du Fonds de soutien à la recherche dans le cadre de la mise en œuvre continue des recommandations de l'Examen du soutien fédéral aux sciences.
5. Envisage de financer un programme de suivi du Fonds d'investissement stratégique des établissements d'enseignement postsecondaire, qui vise le renouvellement et l'entretien des établissements d'enseignement postsecondaire.

Le gouvernement du Canada continue de prendre des mesures cruciales pour revigorer l'écosystème des sciences et de la recherche au Canada, y compris l'annonce, dans le budget de 2018, du plus important nouveau financement de la recherche fondamentale par l'entremise des conseils subventionnaires de l'histoire du Canada. Ces investissements — parmi tant d'autres — mettent le Canada sur une voie claire pour bâtir un pays plus équitable, innovateur et prospère. Pour maintenir son élan et demeurer concurrentiel, le Canada doit continuer d'investir dans l'édification de collectivités productives et prospères, où les Canadiens peuvent aller de l'avant.

Les universités canadiennes sont des partenaires stratégiques clés qui offrent les possibilités et la formation nécessaires pour constituer une main-d'œuvre compétitive à l'échelle internationale, capable de stimuler la croissance dans une économie mondiale en constante évolution. Dans la poursuite d'une croissance durable et inclusive, l'Université de l'Alberta présente les recommandations suivantes pour examen avant le budget de 2019.

L'AVANTAGE CONCURRENTIEL DU CANADA : LA MAIN-D'ŒUVRE DU XXI^e SIÈCLE

Les changements technologiques mondiaux — l'intelligence artificielle (IA), l'automatisation et la numérisation - les pressions démographiques et les forces rapides de la mondialisation dans tous les secteurs modifient la nature de notre mode de vie et de travail. Pour s'adapter à ces changements et prospérer dans un contexte d'innovation perturbatrice, la main-d'œuvre canadienne doit être très instruite et dotée d'un ensemble diversifié d'aptitudes et de compétences commercialisables et pertinentes.

APPRENTISSAGE INTÉGRÉ AU TRAVAIL

Compte tenu de la nature évolutive du marché mondial de l'emploi, les employeurs exigent davantage de leurs employés aujourd'hui. Un récent sondage du Conseil canadien des affaires¹ a montré que même si les employeurs sont généralement satisfaits de la qualité de l'enseignement postsecondaire au Canada, ils s'attendent de plus en plus à ce que les diplômés soient très adaptables, aient la capacité d'acquérir facilement de nouvelles compétences et fassent preuve de résilience face à des changements technologiques imprévus.

L'apprentissage intégré au travail fournit ces compétences en offrant aux étudiants des occasions d'apprentissage pratique significatives pour préparer les diplômés à s'épanouir dans le monde du travail. En intégrant l'apprentissage des programmes d'études en dehors de la salle de classe, l'apprentissage intégré au travail permet de mieux comprendre le marché du travail, d'établir des liens avec la main-d'œuvre professionnelle dans le domaine choisi et de combler l'écart décourageant entre la théorie et les exigences pratiques du milieu de travail moderne.

Les avantages pratiques d'une expérience d'apprentissage intégré au travail sont largement reconnus. Dans un sondage Abacus Data de 2016 auprès des étudiants de niveau postsecondaire et des diplômés récents, une majorité écrasante de répondants (plus de 85 pour cent) ont indiqué que l'apprentissage intégré au travail facilite la transition de l'école au marché du travail et offre un avantage pour trouver un emploi après l'obtention du diplôme.²

Reconnaissant ces avantages, le nombre de collaborations en matière d'apprentissage intégré au travail entre les partenaires des secteurs privé et public et les établissements

¹ Conseil canadien des affaires, *Navigating Change: 2018 Business Council Skills Survey*, 2018. Consulter à <http://thebusinesscouncil.ca/publications/2018skillssurvey>

² Abacus Data, *Work Integrated Learning and Post-Secondary Education: What Students Think*, 2016. Consulter à <http://bher.ca/publications/publications/what-students-think-an-abacus-data-study-on-workintegrated-learning>

postsecondaires est à la hausse, 83 pour cent des principaux employeurs canadiens travaillent avec les établissements postsecondaires pour offrir des possibilités d'apprentissage intégré au travail — une augmentation de sept pour cent par rapport à 2016.³ Par exemple, l'Université de l'Alberta a introduit le perfectionnement professionnel comme exigence pour tous les étudiants diplômés et a créé des centaines de possibilités d'expérience en partenariat entre les étudiants et les partenaires externes, y compris les organismes communautaires dirigés par des Autochtones.

Le gouvernement fédéral a également reconnu la nécessité de l'apprentissage intégré au travail par l'entremise de programmes de financement, dont le Programme de stages pratiques pour étudiants et Mitacs. Toutefois, malgré la demande croissante d'une population étudiante de plus en plus diversifiée, la disponibilité et l'accessibilité des possibilités d'apprentissage intégré au travail ne suivent pas le rythme. C'est particulièrement vrai pour les étudiants en sciences sociales et humaines. Pour combler cet écart, les établissements d'enseignement postsecondaire, les partenaires du secteur privé et le gouvernement doivent travailler en tandem pour accélérer l'intégration généralisée de l'apprentissage intégré au travail en tant que composante fondamentale de tout programme universitaire. **L'Université de l'Alberta recommande que le gouvernement du Canada augmente le financement des programmes d'apprentissage intégré au travail réussis en mettant l'accent sur l'accroissement de la participation des groupes sous-représentés.**

EXPÉRIENCE INTERNATIONALE

Une expérience internationale significative permet de constituer une main-d'œuvre mondialisée et prête pour l'avenir qui possède un avantage concurrentiel distinct dans une économie internationale intégrée. L'engagement mondial offre aux élèves l'occasion de remettre en question et d'élargir leur vision du monde et d'acquérir des compétences demandées, y compris la résilience, l'adaptabilité, la communication et la résolution de problèmes. De plus, lorsqu'elles sont utilisées par des populations étudiantes diverses — en particulier celles issues de milieux moins favorisés — les expériences internationales peuvent se traduire par une mobilité sociale et une croissance véritablement inclusive, avec des effets multiplicateurs pour les générations futures.

Comme détaillé dans le rapport du Groupe d'étude sur l'éducation mondiale, de nombreuses études montrent les avantages mesurables d'aller à l'étranger, y compris une corrélation positive significative avec des résultats académiques plus élevés, des taux d'obtention de diplômes et d'emploi ainsi que des salaires moyens plus élevés après l'obtention du diplôme.⁴ Les étudiants ayant une expérience d'études à l'étranger dans le cadre de leur diplôme sont également beaucoup plus susceptibles de rechercher d'autres expériences internationales pendant et après l'achèvement du programme.

La compétitivité et la prospérité du Canada à l'échelle mondiale dépendent d'une population sensibilisée à l'échelle mondiale et connectée à l'échelle internationale. Les investissements dans les compétences interculturelles et la compétence mondiale de notre main-d'œuvre future font progresser le Canada en tant que voix influente pour une croissance inclusive sur la scène internationale, tout en encourageant des relations et des réseaux plus profonds dans les marchés établis et émergents.

D'autres pays ont reconnu cet avantage concurrentiel et ont investi dans des stratégies visant

³ Conseil canadien des affaires, *Navigating Change: 2018 Business Council Skills Survey*, 2018. Consulter à <http://thebusinessconseil.ca/publications/2018skillssurvey>

⁴ Groupe d'étude sur l'éducation mondiale, *Éducation mondiale pour les Canadiens: Outiller les jeunes Canadiens pour leur réussite au Canada et à l'étranger*, novembre 2017. Consulter à <http://education-mondiale.ca/>

à améliorer l'accessibilité et l'utilisation des possibilités d'études à l'étranger pour leurs étudiants de niveau postsecondaire, ce qui a entraîné une augmentation impressionnante de la mobilité des étudiants à l'étranger. Toutefois, même si le gouvernement du Canada s'est engagé à augmenter de façon ambitieuse le nombre d'étudiants étrangers qui étudient au Canada, il n'existe pas de stratégie comparable pour accroître le nombre d'étudiants canadiens qui étudient à l'étranger.

De plus, malgré la hausse de la demande, le taux auquel les étudiants canadiens de niveau postsecondaire étudient à l'étranger est inférieur à celui des autres pays chefs de file, et cet écart continue de s'élargir à mesure que les autres pays intensifient leurs efforts à cet égard. Selon les données d'enquête du Bureau canadien de l'éducation internationale, bien que 86 pour cent des étudiants canadiens soient intéressés à faire des études à l'étranger, ils font face à un certain nombre d'obstacles financiers et autres, seulement 9 pour cent des répondants pouvant se rendre à l'étranger sans aide financière.⁵

Par conséquent, les universités redoublent d'efforts pour élargir l'expérience de l'éducation à l'étranger pour les étudiants. Par exemple, grâce à des initiatives comme le programme Canada Liaisons Internationales Chine (CLIC), l'Université de l'Alberta a connu une augmentation constante du nombre d'étudiants qui partent à l'étranger. Toutefois, pour suivre le rythme international, le Canada a besoin d'une stratégie coordonnée à l'échelle nationale afin d'encourager et d'appuyer la mobilité vers l'extérieur d'un éventail diversifié d'étudiants tout au long de leur programme d'études postsecondaires. Reconnaisant la multitude d'avantages qu'offre une expérience éducative internationale, **l'Université de l'Alberta recommande que le gouvernement continue d'élargir les programmes qui favorisent et soutiennent la mobilité des étudiants à l'étranger.**

⁵ Bureau canadien de l'éducation internationale, *Un monde à apprendre : Résultats et potentiel du Canada en matière d'éducation internationale*, 2016. Consulter à <https://cbie.ca/notre-travail/recherche/research-archives/?lang=fr>

BOURSES D'EXCELLENCE EN RECHERCHE ET EN INNOVATION

Les étudiants des cycles supérieurs et de doctorat et les boursiers postdoctoraux (BRP) hautement qualifiés du Canada sont indispensables à la fonctionnalité de l'entreprise d'innovation et de recherche, faisant progresser la capacité du Canada à découvrir de nouvelles solutions à des défis sociaux, culturels et économiques complexes.

Dotée d'un soutien adéquat correspondant à ses compétences avancées et à sa formation, cette cohorte est la clé de la prospérité du Canada face aux changements mondiaux et technologiques.

Reconnaissant ce fait, les universités continuent de faire progresser les efforts visant à combler l'écart de longue date entre le Canada et les autres pays de l'OCDE en ce qui concerne l'obtention d'un diplôme d'études supérieures. Le nombre d'étudiants des cycles supérieurs et de doctorants au Canada et la population des BRP sont en hausse, y compris à l'Université de l'Alberta, où les demandes d'admission aux cycles supérieurs n'ont jamais été aussi élevées, en particulier parmi les étudiants des cycles supérieurs internationaux et les étudiants des Premières Nations, des Métis et des Inuits.

Toutefois, le nombre et la valeur des bourses d'études supérieures, doctorales et postdoctorales offertes par l'entremise des conseils subventionnaires n'a pas suivi le rythme de la demande croissante et stagne derrière les principaux pays de comparaison. Bien que les universités offrent un soutien en plus des précieuses sources de financement fédérales existantes, y compris la Bourse d'études supérieures du Canada Vanier et les bourses postdoctorales Banting, la demande de soutien financier dépasse de loin les fonds disponibles.

En reconnaissance de cette lacune, l'Examen du soutien fédéral aux sciences a recommandé une augmentation de base totale de 140 millions de dollars sur quatre ans pour revitaliser les programmes de bourses d'études du Canada. Conformément à l'Examen du soutien fédéral aux sciences, **l'Université de l'Alberta recommande d'augmenter le nombre de bourses d'études offertes par les conseils subventionnaires aux étudiants des cycles supérieurs, aux étudiants au doctorat et aux BRP.**

Cette expansion permettra non seulement au Canada d'attirer et de retenir les meilleurs et les plus brillants dans toutes les disciplines aux plus hauts niveaux, mais aussi d'encourager une cohorte plus importante et plus diversifiée de Canadiens à poursuivre des études supérieures et postdoctorales. Cela est essentiel, car il est largement démontré que des perspectives diverses sont nécessaires pour produire des résultats de recherche et des innovations qui répondent aux besoins de tous les Canadiens. Toute expansion des possibilités de financement devrait refléter la nécessité d'améliorer la représentation de tous les groupes aux niveaux les plus élevés de la filière universitaire.

FONDS DE SOUTIEN À LA RECHERCHE

Le Fonds de soutien à la recherche aide les universités à couvrir les dépenses essentielles au fonctionnement de l'entreprise de recherche qui ne sont pas couvertes par la plupart des fonds directs des conseils subventionnaires, y compris la recherche et l'entretien de l'infrastructure de TI, les coûts de fonctionnement de base, la PI et le transfert de technologie, ainsi que les frais d'administration de la recherche.

Ces coûts cachés représentent souvent plus de la moitié de la valeur d'une subvention de recherche. Toutefois, en raison d'une formule de répartition qui n'a pas changé depuis plus d'une décennie, les universités à forte intensité de recherche reçoivent en moyenne moins de 21 pour cent du remboursement du Fonds de soutien à la recherche, le taux de recouvrement

de l'Université de l'Alberta se situant à environ 20 pour cent. Les établissements absorbent les dépenses restantes en réaffectant des fonds provenant des budgets de fonctionnement et d'autres sources de revenus, ce qui met l'accent sur l'enseignement institutionnel et les missions de soutien aux étudiants. L'allocation du Canada au titre du Fonds de soutien à la recherche, en particulier pour les établissements à forte intensité de recherche, est également incompatible avec la couverture des coûts indirects dans d'autres pays innovateurs, comme les États-Unis, qui remboursent les établissements dans une fourchette de 50 à 60 pour cent.⁶

Reconnaissant ce fait, l'Examen du soutien fédéral aux sciences recommandait fortement que le Fonds de soutien à la recherche augmente de près de 478 millions de dollars d'ici la fin de leur plan par étapes — l'une des recommandations de financement les plus importantes contenues dans le rapport. L'augmentation du Fonds de soutien à la recherche annoncée dans le budget de 2018 est essentielle pour commencer à combler l'écart du Canada en ce qui concerne la couverture des coûts complets de la recherche. Toutefois, pour tirer pleinement parti des investissements existants et mettre le Canada sur un pied d'égalité avec ses concurrents internationaux, il est nécessaire d'agir davantage. **L'Université de l'Alberta recommande que le gouvernement fédéral augmente davantage le financement du Fonds de soutien à la recherche dans le cadre de la mise en œuvre continue des recommandations du rapport de l'Examen du soutien fédéral aux sciences.**

INFRASTRUCTURE DE POINTE

Le gouvernement du Canada a répondu aux appels de la communauté postsecondaire en investissant dans le Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires. Grâce à ce financement, l'Université de l'Alberta a été en mesure d'entreprendre 10 projets d'une valeur combinée de 131,9 millions de dollars, ce qui facilite l'avancement de l'apprentissage et l'excellence en recherche.

Par exemple, le projet d'amélioration de l'infrastructure du réseau de recherche financé par le Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires a amélioré l'infrastructure de plus de 60 bâtiments, créant ainsi de nouveaux emplois techniques qualifiés et des environnements informatiques améliorés pour les chercheurs — en particulier ceux qui travaillent avec de grands ensembles de données, comme l'IA de l'Université de l'Alberta et les chercheurs en apprentissage automatique.

Le financement du Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires aide l'établissement à continuer d'offrir des espaces d'innovation et de recherche de pointe à notre communauté universitaire, tout en améliorant l'efficacité énergétique et la durabilité des installations. Compte tenu de son succès, **l'Université de l'Alberta recommande que le gouvernement envisage de financer un programme de suivi du Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires, ciblant le renouvellement et l'entretien des installations postsecondaires.**

⁶ Comité consultatif sur l'examen du soutien fédéral à la science fondamentale, *Investir dans l'avenir du Canada : Consolider les bases de la recherche les au pays*, 10 avril 2017. Consulter à <http://www.examen science.ca/eic/site/059.nsf/fra/accueil>